

Évolutions bancaires et monétaires en Nouvelle-Calédonie au 31 décembre 2013

ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

L'activité économique mondiale se renforce au deuxième semestre 2013, atteignant 3,3 % en glissement annuel au quatrième trimestre (après +2,5 % au troisième trimestre). Cette embellie traduit principalement le renforcement du commerce international observé en fin d'année aussi bien dans les économies avancées que dans les pays émergents. Toutefois, ce regain d'activité ne doit occulter les fragilités de l'ensemble des économies, la demande intérieure des pays émergents demeure faible et le niveau de la dette, tant privée que publique, reste élevé dans les pays avancés. Selon les dernières estimations réalisées par le Fond Monétaire international, la croissance économique mondiale atteindrait 3,0 % sur l'année 2013 (après +3,1 % en 2012) et s'accélérait en 2014 pour atteindre 3,7 %.

Dans la zone euro, le rythme de croissance s'accélère légèrement au quatrième trimestre, avec un PIB en hausse de 0,3 % (+0,1 % à fin septembre 2013). La croissance observée en fin d'année repose principalement sur la progression des exportations allemandes mais aussi des pays du sud. Ces derniers ont mené une politique de « dévaluation interne » de leurs coûts salariaux dans le but d'améliorer leur compétitivité et ainsi limiter leur déficit extérieur. Toutefois, la reprise dans la zone euro demeure relativement faible et irrégulière, et les taux de chômage très élevés (+ 12,0 % en fin d'année 2013 dans la zone euro). En France, conséquence de la hausse de la consommation des ménages (+0,5 % après 0,1 % au troisième trimestre 2013), des exportations (+1,2 % après -1,6 %) et des investissements (+0,6 %, après -0,3 %), l'activité économique progresse de 0,3 % au quatrième trimestre après une quasi-stabilité au troisième trimestre. Sur l'année, le PIB croît également de 0,3 %. Depuis la baisse intervenue début novembre 2013, les taux directeurs de la BCE n'ont pas été modifiés. Lors de sa conférence de presse du 6 février 2014, le Président de la BCE a indiqué : « *Nous réitérons fermement nos indications sur la trajectoire future des taux directeurs de la BCE. Nous continuons de prévoir que ces taux resteront à leurs niveaux actuels ou à des niveaux plus bas sur une période prolongée. Cette anticipation est fondée sur le maintien à moyen terme de perspectives d'inflation globalement modérées, compte tenu de la faiblesse généralisée de l'économie et de l'atonie des évolutions monétaires* ».

SITUATION DU SYSTÈME BANCAIRE LOCAL

En Nouvelle-Calédonie, l'orientation de la plupart des indicateurs économiques confirme le ralentissement de la conjoncture au quatrième trimestre 2013. L'investissement privé montre quelques faibles signes d'amélioration, alors que la consommation se stabilise.

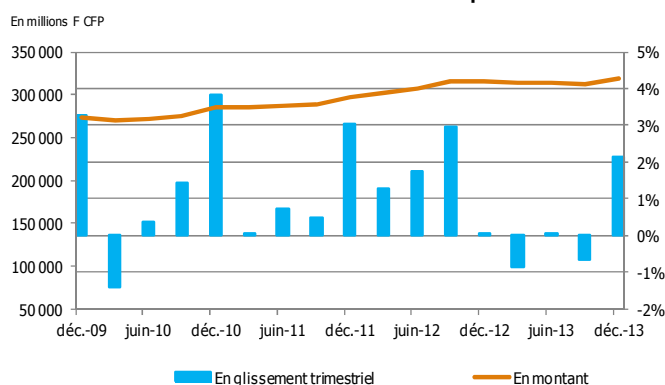
Faible reprise de l'activité de financement

La conjoncture monétaire et financière du quatrième trimestre 2013 se caractérise par une légère reprise de l'encours brut des crédits octroyés par les établissements locaux : +0,9 %, après -0,1 % au trimestre précédent. En glissement annuel, le rythme de croissance se stabilise : +0,8 %, après +0,7 % le trimestre précédent, mais reste bien inférieur aux niveaux des années précédentes.

Rebond des crédits aux entreprises

L'encours des **crédits aux entreprises** se redresse au quatrième trimestre (+2,2 %, après -0,6 % le trimestre précédent). Malgré un contexte économique morose, les crédits d'investissement s'accroissent légèrement (+1,8 %, après +0,8 %). Parallèlement, l'encours des crédits d'exploitation progresse sensiblement (+4,4 %), en raison de la hausse des comptes ordinaires débiteurs (+9,1 %, après -14,8 % le trimestre précédent). L'encours global s'établit à 318,2 milliards de F CFP, en augmentation de 0,7 % sur un an (contre +6,1 % en 2012), une évolution toutefois plus favorable qu'en métropole (-0,2 %).

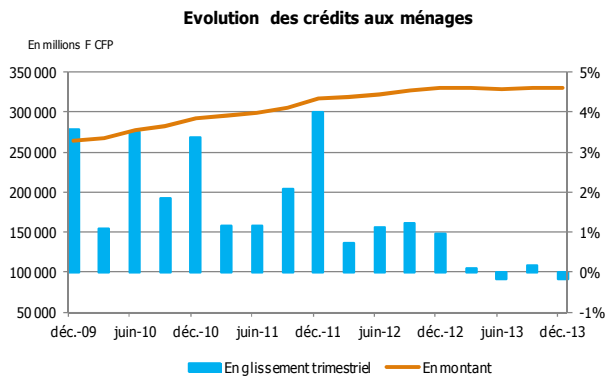
Évolution des crédits aux entreprises



Stagnation du financement des ménages

Au quatrième trimestre 2013, l'encours sain des **crédits aux ménages** se tasse (-0,2 %). Il régresse légèrement sur un an (-0,1 %, après +4,1 % en 2012), soit un rythme très en deçà de celui observé en métropole (+2,9 %).

En lien avec le ralentissement du marché immobilier, l'encours des **crédits à l'habitat** continue de stagner ce trimestre. Il se maintient à 260 milliards de F CFP, représentant 78,9 % de l'ensemble des crédits accordés aux ménages calédoniens.



L'encours des **crédits à la consommation** est en légère diminution au quatrième trimestre (-0,2 %), en raison de la baisse sensible des comptes ordinaires débiteurs (-10,7 %), tandis que les crédits de trésorerie augmentent modérément (+0,7 %). Sur un an, l'encours du crédit à la consommation décélère nettement (+0,3 %, après +2,6 % en 2012 et 4,7 % en 2011), dans un contexte de perte de dynamisme du marché automobile.

Croissance soutenue des crédits aux collectivités locales

L'encours des **crédits aux collectivités locales** est orienté en forte hausse sur le trimestre (+10,8 %, après +2,6 % le trimestre précédent). L'augmentation des crédits à l'investissement et des autres crédits compense nettement la baisse des crédits d'exploitation.

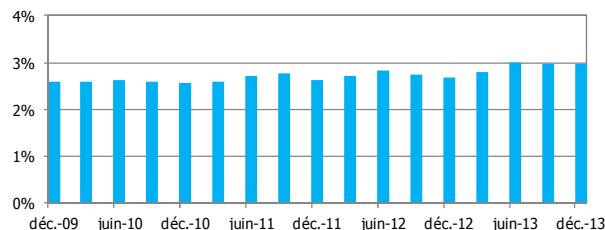
L'encours des crédits consentis aux collectivités locales atteint ainsi 11,5 milliards de F CFP, en progression de 15,1 % sur un an.

Une sinistralité contenue

L'encours des **créances douteuses brutes** augmente de 0,3 % au quatrième trimestre (+11,9 % sur un an), pour s'établir à 20,5 milliards de F CFP. Le taux de créances douteuses stagne sur le trimestre à 2,9 % (+0,3 point sur un an).

Le **taux de provisionnement** s'accroît légèrement (+1,1 point) à 60,8 %, mais se réduit de 3,8 points sur un an.

Evolution du taux de créances douteuses brutes des établissements installés localement

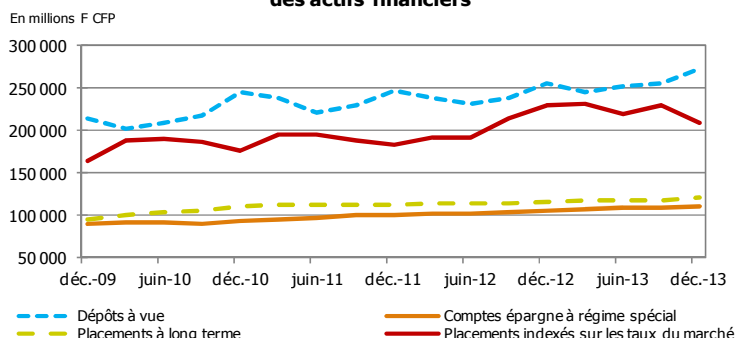


Stabilité des actifs financiers

L'encours des **dépôts collectés par le système bancaire local** s'érode légèrement au quatrième trimestre 2013 (-0,6 milliard de F CFP, soit -0,1 %, après +2,3 % au trimestre précédent). L'encours total s'établit ainsi à 569 milliards de F CFP, soit un niveau équivalent à l'année précédente.

La croissance des **dépôts à vue sur le trimestre** (+18,7 milliards de F CFP, soit +7,3 %) ne compense pas la le reflux des **placements indexés sur les taux du marché** (-20,5 milliards de F CFP, soit -9,2 %, après +4,2 % le trimestre précédent), lié au recul significatif des dépôts à terme (-18,7 milliards de F CFP sur le trimestre, soit -8,6 %).

Evolution des principales composantes des actifs financiers

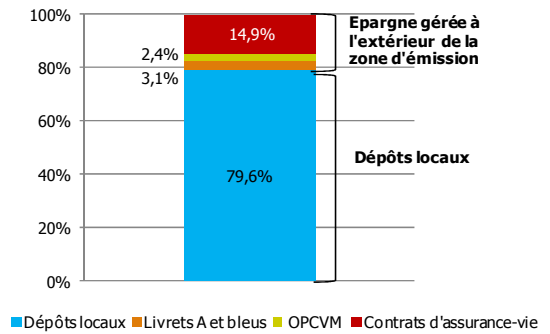


Les autres placements auprès du système bancaire local

Parallèlement à ces dépôts, le système bancaire local collecte d'autres types de placements auprès de sa clientèle, non transformables pour leur activité de financement et gérés hors de la zone d'émission.

Ces avoirs accentuent leur progression au quatrième trimestre (+2,5 % après +1,2 % au trimestre précédent). En particulier, l'encours des livrets A et bleu reprend une orientation à la hausse (+2,1 % sur le trimestre, +8 % sur un an), après l'atonie du trimestre précédent (+0,1 %), et ce malgré l'abaissement de 50 points de base de son taux de rémunération (1,25 %, depuis le 1^{er} août 2013).

Répartition des dépôts



L'encours des contrats d'assurance-vie (107 milliards de F CFP), qui constitue le principal produit d'épargne géré à l'extérieur de la zone d'émission, augmente significativement sur le trimestre (+2,5 % +3,6 % en glissement annuel).

Au final, l'ensemble des actifs détenus par les agents économiques enregistre une progression moins soutenue qu'au trimestre précédent (+0,4 %, après +2,1 %). La collecte auprès des ménages s'accroît (+2,7 %), tandis qu'elle se replie légèrement pour les entreprises (-0,7%). Sur un an, la croissance des actifs financiers détenus par les néo-calédoniens décélère nettement (+0,9 %, contre +10,5 % un an auparavant) pour s'établir à 715,1 milliards de F CFP.

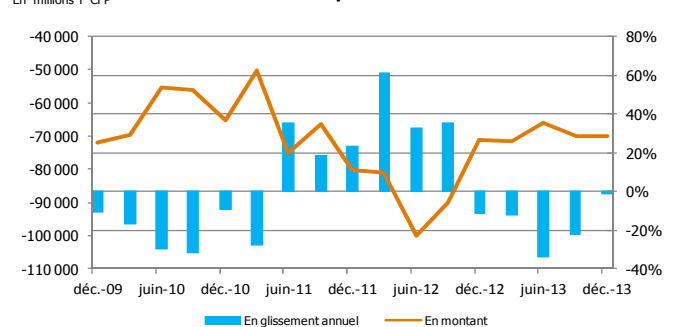
Le solde emplois-ressources des établissements de crédit locaux se détériore

Faible augmentation de la position extérieure nette

Au quatrième trimestre, le système bancaire local affiche une détérioration de son solde emplois-ressources clientèle de 7,2 milliards de F CFP (soit +5,6 %), sous l'effet conjugué de l'augmentation de l'encours de crédit (+0,9 %) et d'une quasi-stabilité de la collecte de dépôts (-0,1 %).

Parallèlement, le solde de sa position extérieure nette (différence entre les avoirs et les engagements situés hors de la zone d'émission), structurellement négatif en Nouvelle-Calédonie, augmente modérément de 0,2 milliard de F CFP (+0,2 % sur le trimestre), pour s'établir à -70 milliards de F CFP, au 31 décembre 2013. Toutefois, il s'améliore légèrement de 1,5 % en glissement annuel.

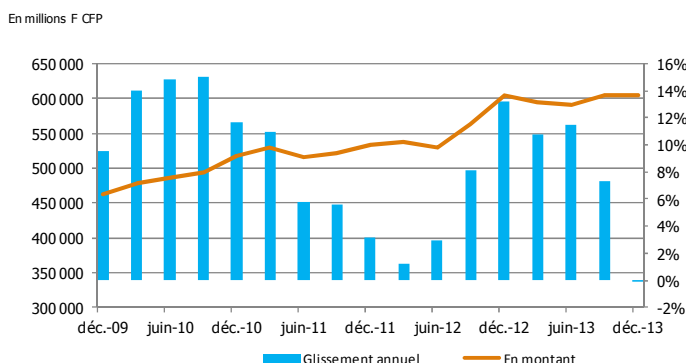
Evolution de la position extérieure nette



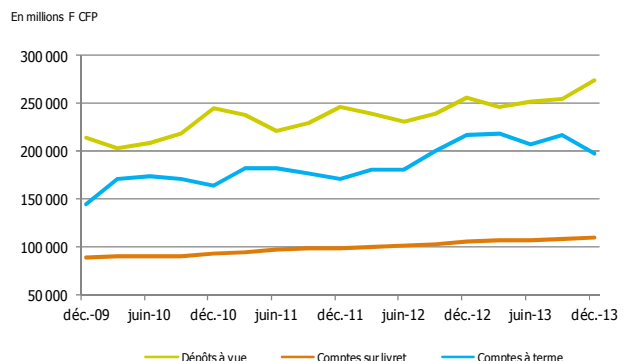
Légère contraction de la masse monétaire sur le trimestre

La masse monétaire M3 se tasse sur la période sous revue, pour atteindre 603,6 milliards de F CFP à fin décembre 2013 (-0,1 %, après +2,2 %). Cette situation s'explique principalement par l'effet conjugué de l'augmentation des dépôts à vue (+7,3 %), des comptes sur livrets (+1,5 %), et de la baisse sensible des dépôts à terme (-8,6 %, après +4,6 % au trimestre précédent). L'agrégat M3 se stabilise en glissement annuel.

Evolution de la masse monétaire



Evolution des principales composantes de la masse monétaire

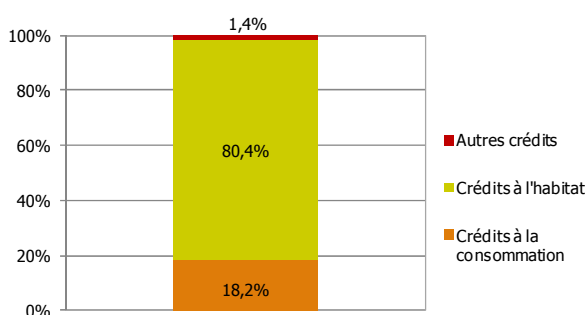


ENDETTEMENT BANCAIRE GLOBAL DES AGENTS ÉCONOMIQUES

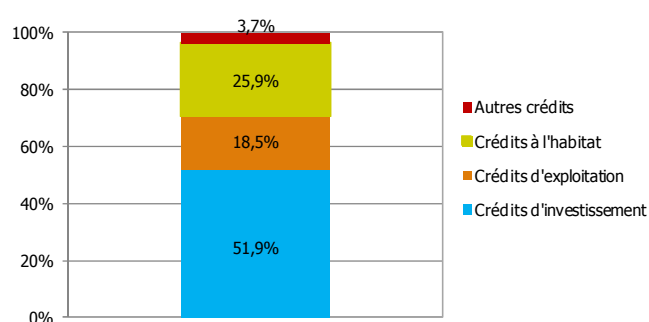
Parallèlement aux opérations auprès du système bancaire local, les agents économiques recourent à des financements auprès d'établissements situés hors de la zone d'émission.

Au 31 décembre 2013, l'encours des crédits bruts octroyés aux agents économiques néo-calédoniens par l'ensemble des établissements de crédit (qu'ils soient installés dans ou hors de la zone d'émission) s'établit à 982 milliards de F CFP, en hausse de 1,3 % sur le trimestre et de 2,7 % sur un an. L'encours des crédits aux entreprises diminue modérément au quatrième trimestre (-0,6 %), ainsi qu'en glissement annuel (-0,8 %). Les crédits aux ménages sont en légère hausse au quatrième trimestre (+0,5 %), mais leur rythme de croissance s'infléchit en glissement annuel (+1,4 %, contre +3,3 % un an auparavant). L'encours des collectivités locales progresse nettement ce trimestre (+9,0 %, +23,3 % sur un an), pour se situer à 74,1 milliards à fin décembre 2013. La part de marché des établissements de crédit hors zone d'émission représente 29,2 % du total des engagements. Elle est de 19,6 % sur la clientèle des ménages et de 29,7 % sur les entreprises. Leur contribution au financement des collectivités locales est forte, puisqu'ils leur octroient 84,5 % de leurs crédits.

Répartition des crédits aux ménages



Répartition des crédits aux entreprises



MÉTHODOLOGIE

L'ensemble des données concerne des encours. Elles sont issues des déclarations SURFI (Système Unifié de Reporting Financier) des établissements de crédit.

▪ L'IEOM distingue deux catégories d'établissements de crédit :

- les établissements de crédit de la zone d'émission (ECZE) qui disposent d'un guichet enregistré auprès de la Banque de France dans la collectivité concernée ;
- les établissements de crédit hors zone d'émission (ECHZE) qui interviennent sans guichet officiel. Ils regroupent à la fois ceux disposant d'une représentation locale (AFD, CDC...) et ceux qui interviennent depuis la métropole sans aucune implantation locale.

L'analyse du système bancaire local exclut donc les ECHZE.

- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits auprès des ECZE, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas les encours collectés par les compagnies d'assurance intervenant sur le territoire.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » selon les types de crédits considérés : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux ménages, alors que les autres types de crédit sont dans les données des entreprises. Les placements des entrepreneurs individuels apparaissent dans les données des ménages.

TABLEAUX STATISTIQUES

Le système bancaire local

Composantes de la masse monétaire

	En millions de F CFP								Variations	
	déc.-09	déc.-10	déc.-11	déc.-12	mars-13	juin-13	sept.-13	déc.-13	1 trim	1 an
Circulation fiduciaire	14 106	14 666	15 931	17 351	16 468	16 245	16 319	16 069	-1,5%	-7,4%
<i>Billets</i>	<i>12 555</i>	<i>13 068</i>	<i>14 233</i>	<i>15 547</i>	<i>14 658</i>	<i>14 425</i>	<i>14 475</i>	<i>14 182</i>	-2,0%	-8,8%
<i>Pièces</i>	<i>1 551</i>	<i>1 598</i>	<i>1 698</i>	<i>1 804</i>	<i>1 810</i>	<i>1 820</i>	<i>1 844</i>	<i>1 887</i>	2,3%	4,6%
Dépôts à vue	214 179	245 223	246 501	255 688	245 619	251 986	254 908	273 632	7,3%	7,0%
TOTAL M1	228 285	259 889	262 432	273 039	262 087	268 231	271 227	289 701	6,8%	6,1%
M2-M1	89 902	93 205	99 559	106 202	107 047	108 329	109 413	111 050	1,5%	4,6%
Comptes sur livrets	89 203	92 529	98 942	105 583	106 423	107 724	108 813	110 420	1,5%	4,6%
Comptes épargne logement	699	676	617	619	624	605	600	630	5,0%	1,8%
TOTAL M2	318 187	353 094	361 991	379 241	369 134	376 560	380 640	400 751	5,3%	5,7%
M3-M2	144 889	163 887	171 444	224 565	225 250	214 408	223 376	202 832	-9,2%	-9,7%
Dépôts à terme	144 604	163 732	171 308	216 234	217 668	207 249	216 805	198 128	-8,6%	-8,4%
Bons de caisse	285	155	136	41	41	41	39	39	0,0%	-4,9%
TOTAL M3	463 076	516 981	533 435	603 806	594 384	590 968	604 016	603 583	-0,1%	0,0%
P1	4 189	4 004	3 883	3 640	3 556	3 509	3 478	3 527	1,4%	-3,1%
Plans d'épargne logement	4 128	3 935	3 785	3 496	3 414	3 315	3 287	3 338	1,6%	-4,5%
Autres compte d'épargne à régime spécial	61	69	98	144	142	194	191	189	-1,0%	31,3%
M3+P1	467 265	520 985	537 318	607 446	597 940	594 477	607 494	607 110	-0,1%	-0,1%

Contreparties de la masse monétaire

	En millions de F CFP								Variations	
	déc.-09	déc.-10	déc.-11	déc.-12	mars-13	juin-13	sept.-13	déc.-13	1 trim	1 an
Avoirs hors zone d'émission	110 799	107 355	103 590	153 792	147 830	142 738	144 510	138 699	-4,0%	-9,8%
Institut d'émission	35 886	35 454	36 986	54 549	56 933	49 216	54 548	54 361	-0,3%	-0,3%
Etablissements de crédit	74 913	71 901	66 604	99 243	90 897	93 522	89 962	84 338	-6,3%	-15,0%
Créances du Trésor public	16 154	17 077	18 255	21 065	20 656	21 662	22 514	22 095	-1,9%	4,9%
Concours sur ressources monétaires	336 123	392 549	411 590	428 949	425 898	426 568	436 992	442 789	1,3%	3,2%
Concours de caractère bancaire des EC locaux	569 122	616 830	658 978	689 787	687 394	689 644	688 679	695 153	0,9%	0,8%
Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	232 999	224 281	247 388	260 838	261 496	263 076	251 687	252 364	0,3%	-3,2%
<i>Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées</i>	<i>50 094</i>	<i>50 461</i>	<i>52 735</i>	<i>57 100</i>	<i>57 105</i>	<i>61 174</i>	<i>61 403</i>	<i>61 314</i>	-0,1%	7,4%
<i>Provisions sur créances douteuses</i>	<i>10 390</i>	<i>10 826</i>	<i>11 346</i>	<i>11 825</i>	<i>12 029</i>	<i>12 224</i>	<i>12 206</i>	<i>12 455</i>	2,0%	5,3%
<i>Engagements hors zone d'émission</i>	<i>146 929</i>	<i>137 210</i>	<i>146 888</i>	<i>170 265</i>	<i>162 328</i>	<i>159 695</i>	<i>159 787</i>	<i>154 320</i>	-3,4%	-9,4%
<i>Epargne contractuelle</i>	<i>4 189</i>	<i>4 004</i>	<i>3 883</i>	<i>3 640</i>	<i>3 556</i>	<i>3 508</i>	<i>3 477</i>	<i>3 527</i>	1,4%	-3,1%
<i>Divers</i>	<i>21 397</i>	<i>21 780</i>	<i>32 536</i>	<i>18 008</i>	<i>26 478</i>	<i>26 475</i>	<i>14 814</i>	<i>20 748</i>	40,1%	15,2%
Total M3	463 076	516 981	533 435	603 806	594 384	590 968	604 016	603 583	-0,1%	0,0%
Position extérieure nette	-72 016	-65 309	-80 284	-71 022	-71 431	-66 173	-69 825	-69 982	0,2%	-1,5%

Équilibre emplois - ressources

	En millions de F CFP								Variations	
	déc.-09	déc.-10	déc.-11	déc.-12	mars-13	juin-13	sept.-13	déc.-13	1 trim	1 an
Emplois	594 491	642 303	677 422	737 502	729 298	718 750	734 075	739 541	0,7%	0,3%
Excédent des opérations diverses des EC	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits bruts	569 122	616 830	658 978	689 787	687 394	689 644	688 679	695 153	0,9%	0,8%
Réserves obligatoires et libres	25 369	25 473	18 444	47 715	41 904	29 106	45 396	44 388	-2,2%	-7,0%
Position extérieure nette des EC (si positive)	0	0	0	0	0	0	0	0		
Ressources	594 491	642 303	677 422	737 502	729 298	718 750	734 075	739 541	0,7%	0,3%
Dépôts collectés (- encaisses)	430 334	482 504	495 119	560 173	552 171	548 577	560 103	559 364	-0,1%	-0,1%
Ressources propres - Valeurs immobilisées	60 484	61 287	64 081	68 925	69 134	73 397	73 609	73 770	0,2%	7,0%
Excédent des opérations diverses des EC	14 135	15 169	18 630	18 495	24 221	19 262	19 683	25 310	28,6%	36,8%
Réescampte	17 522	18 034	19 308	18 887	12 341	11 341	10 855	11 114	2,4%	-41,2%
Position extérieure nette des EC (si négative)	72 016	65 309	80 284	71 022	71 431	66 173	69 825	69 983	0,2%	-1,5%
Solde emplois-ressources clientèle	138 788	134 326	163 859	129 614	135 223	141 067	128 576	135 789	5,6%	4,8%

Les placements

	Montants en millions F CFP								Variations	
	déc-09	déc-10	déc-11	déc-12	mars-13	juin-13	sept-13	déc-13	1 trim	1 an
Sociétés non financières	187 128,9	213 519,3	208 887,9	247 280,2	232 726,4	218 792,0	229 325,9	227 681,8	-0,7%	-7,9%
Dépôts à vue	116 942,3	122 824,7	120 351,2	125 292,1	119 198,8	117 722,6	121 334,0	132 860,6	9,5%	6,0%
Placements liquides ou à court terme	69 093,7	89 162,8	87 169,7	119 053,0	110 672,4	98 399,4	106 687,0	93 488,7	-12,4%	-21,5%
Comptes d'épargne à régime spécial	562,8	558,3	173,6	112,0	149,1	163,4	127,4	99,0	-22,3%	n.s
Placements indexés sur les taux de marché	68 530,8	88 604,5	86 996,1	118 941,0	110 523,3	98 236,0	106 559,7	93 389,7	-12,4%	-21,5%
<i>dont comptes à terme</i>	<i>62 068,5</i>	<i>82 007,9</i>	<i>81 068,1</i>	<i>106 125,6</i>	<i>98 071,1</i>	<i>87 498,6</i>	<i>94 374,4</i>	<i>84 033,7</i>	<i>-11,0%</i>	<i>-20,8%</i>
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>6 462,3</i>	<i>6 596,7</i>	<i>5 928,0</i>	<i>4 525,8</i>	<i>4 911,7</i>	<i>3 619,5</i>	<i>5 652,8</i>	<i>4 691,1</i>	<i>-17,0%</i>	<i>3,7%</i>
<i>dont certificats de dépôt</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>8 289,7</i>	<i>7 540,5</i>	<i>7 117,9</i>	<i>6 532,4</i>	<i>4 664,9</i>	<i>-28,6%</i>	<i>n.s</i>
Epargne à long terme	1 093,0	1 531,7	1 367,0	2 935,2	2 855,1	2 669,9	1 304,8	1 332,6	2,1%	-54,6%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	<i>1 081,1</i>	<i>1 492,1</i>	<i>1 336,1</i>	<i>2 897,8</i>	<i>2 817,6</i>	<i>2 632,7</i>	<i>1 262,1</i>	<i>1 288,2</i>	<i>2,1%</i>	<i>-55,5%</i>
Ménages	306 342,2	326 169,3	345 764,8	358 988,0	360 550,7	364 728,2	366 068,6	376 116,7	2,7%	4,8%
Dépôts à vue	78 287,1	93 437,5	103 894,6	103 789,2	100 059,8	102 764,0	103 207,9	109 167,6	5,8%	5,2%
Placements liquides ou à court terme	133 842,4	124 286,7	131 319,0	141 703,7	145 384,2	146 422,1	146 964,5	147 959,0	0,7%	4,4%
Comptes d'épargne à régime spécial	84 567,2	87 730,0	95 224,0	101 932,6	102 561,6	103 714,4	105 006,0	106 784,9	1,7%	4,8%
<i>dont livrets ordinaires</i>	<i>68 769,4</i>	<i>71 277,5</i>	<i>77 012,5</i>	<i>80 821,3</i>	<i>81 128,7</i>	<i>81 573,5</i>	<i>82 822,0</i>	<i>84 055,3</i>	<i>1,5%</i>	<i>4,0%</i>
<i>dont livrets A et bleus</i>	<i>14 778,6</i>	<i>15 431,3</i>	<i>17 182,4</i>	<i>20 074,8</i>	<i>20 392,3</i>	<i>21 118,1</i>	<i>21 166,2</i>	<i>21 669,7</i>	<i>2,4%</i>	<i>7,9%</i>
<i>dont livrets jeunes</i>	<i>322,2</i>	<i>344,9</i>	<i>411,8</i>	<i>418,0</i>	<i>416,9</i>	<i>417,6</i>	<i>417,9</i>	<i>430,3</i>	<i>3,0%</i>	<i>2,9%</i>
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	<i>697,0</i>	<i>676,2</i>	<i>617,3</i>	<i>618,5</i>	<i>623,7</i>	<i>605,2</i>	<i>600,0</i>	<i>629,6</i>	<i>4,9%</i>	<i>1,8%</i>
Placements indexés sur les taux de marché	49 275,2	36 556,7	36 095,0	39 771,2	42 822,5	42 707,8	41 958,4	41 174,1	-1,9%	3,5%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	<i>36 732,2</i>	<i>30 134,1</i>	<i>30 537,5</i>	<i>38 443,9</i>	<i>41 666,0</i>	<i>41 909,1</i>	<i>41 084,1</i>	<i>40 244,5</i>	<i>-2,0%</i>	<i>4,7%</i>
<i>dont bons de caisse</i>	<i>285,3</i>	<i>155,1</i>	<i>136,1</i>	<i>40,5</i>	<i>40,5</i>	<i>40,5</i>	<i>39,0</i>	<i>39,0</i>	<i>0,0%</i>	<i>-3,7%</i>
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>12 257,6</i>	<i>6 267,5</i>	<i>5 421,4</i>	<i>1 286,8</i>	<i>1 116,0</i>	<i>758,2</i>	<i>835,4</i>	<i>890,5</i>	<i>6,6%</i>	<i>-30,8%</i>
Epargne à long terme	94 212,7	108 445,1	110 551,1	113 495,1	115 106,8	115 542,1	115 896,3	118 990,0	2,7%	4,8%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	<i>4 125,1</i>	<i>3 932,4</i>	<i>3 784,9</i>	<i>3 496,0</i>	<i>3 413,7</i>	<i>3 314,8</i>	<i>3 286,5</i>	<i>3 337,6</i>	<i>1,6%</i>	<i>-4,5%</i>
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	<i>61,0</i>	<i>68,8</i>	<i>98,2</i>	<i>144,2</i>	<i>142,0</i>	<i>193,7</i>	<i>190,9</i>	<i>188,6</i>	<i>-1,2%</i>	<i>30,8%</i>
<i>dont portefeuille-titres</i>	<i>4 342,2</i>	<i>4 537,1</i>	<i>3 944,0</i>	<i>4 856,9</i>	<i>4 836,3</i>	<i>4 800,1</i>	<i>5 052,6</i>	<i>5 377,5</i>	<i>6,4%</i>	<i>10,7%</i>
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	<i>2 687,9</i>	<i>2 936,2</i>	<i>2 733,8</i>	<i>1 875,6</i>	<i>3 173,2</i>	<i>3 263,2</i>	<i>3 132,2</i>	<i>3 268,3</i>	<i>4,3%</i>	<i>74,3%</i>
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	<i>82 996,4</i>	<i>96 970,6</i>	<i>99 990,1</i>	<i>103 122,4</i>	<i>103 541,5</i>	<i>103 970,2</i>	<i>104 234,1</i>	<i>106 818,0</i>	<i>2,5%</i>	<i>3,6%</i>
Autres agents	70 332,8	86 329,4	86 954,2	102 605,9	108 775,0	113 925,3	116 716,8	111 282,3	-4,7%	8,5%
Dépôts à vue	18 949,2	28 961,2	22 255,5	26 606,8	26 360,5	31 499,1	30 366,2	31 604,1	4,1%	18,8%
Placements liquides ou à court terme	50 621,7	56 552,8	63 918,1	75 827,6	82 273,0	82 298,4	85 632,5	78 352,2	-8,5%	3,3%
Comptes d'épargne à régime spécial	4 772,2	4 916,2	4 160,8	4 155,4	4 334,9	4 449,9	4 278,4	4 164,6	-2,7%	0,2%
Placements indexés sur les taux de marché	45 849,5	51 636,5	59 757,3	71 672,2	77 938,1	77 848,6	81 354,1	74 187,7	-8,8%	3,5%
<i>dont comptes à terme</i>	<i>45 803,5</i>	<i>51 590,4</i>	<i>59 702,0</i>	<i>71 664,7</i>	<i>77 930,6</i>	<i>77 841,1</i>	<i>81 346,7</i>	<i>73 849,7</i>	<i>-9,2%</i>	<i>3,0%</i>
Epargne à long terme	761,9	815,4	780,6	171,5	141,5	127,7	718,1	1 326,0	84,6%	673,2%
Total actifs financiers	563 803,9	626 018,0	641 606,9	708 874,1	702 052,0	697 445,4	712 111,4	715 080,8	0,4%	0,9%
Dépôts locaux	437 871,9	490 384,1	503 919,5	569 652,1	560 657,3	556 609,5	569 535,6	568 956,8	-0,1%	-0,1%
Dépôts à vue	214 178,6	245 223,4	246 501,3	255 688,1	245 619,1	251 985,7	254 908,2	273 632,4	7,3%	7,0%
Comptes d'épargne à régime spécial	78 803,6	81 273,3	85 974,4	89 399,8	89 789,5	90 216,5	91 250,9	92 492,6	1,4%	3,5%
<i>dont livrets ordinaires</i>	<i>73 593,5</i>	<i>76 247,2</i>	<i>81 061,5</i>	<i>84 722,9</i>	<i>85 193,0</i>	<i>85 684,7</i>	<i>86 754,7</i>	<i>87 904,8</i>	<i>1,3%</i>	<i>3,8%</i>
<i>dont livrets jeunes</i>	<i>322,3</i>	<i>345,6</i>	<i>412,2</i>	<i>418,1</i>	<i>417,1</i>	<i>418,1</i>	<i>418,8</i>	<i>431,3</i>	<i>3,0%</i>	<i>3,1%</i>
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	<i>699,0</i>	<i>676,3</i>	<i>617,3</i>	<i>618,5</i>	<i>623,7</i>	<i>605,2</i>	<i>600,0</i>	<i>629,6</i>	<i>4,9%</i>	<i>1,8%</i>
<i>dont plan d'épargne logement</i>	<i>4 127,9</i>	<i>3 935,4</i>	<i>3 784,9</i>	<i>3 496,0</i>	<i>3 413,7</i>	<i>3 314,8</i>	<i>3 286,5</i>	<i>3 338,3</i>	<i>1,6%</i>	<i>-4,5%</i>
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	<i>61,0</i>	<i>68,8</i>	<i>98,2</i>	<i>144,2</i>	<i>142,0</i>	<i>193,7</i>	<i>190,9</i>	<i>188,6</i>	<i>-1,2%</i>	<i>30,8%</i>
Placements indexés sur les taux de marché	144 889,6	163 887,4	171 443,8	224 564,3	225 248,7	214 407,2	223 376,6	202 831,8	-9,2%	-9,7%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	<i>144 604,3</i>	<i>163 732,3</i>	<i>171 307,7</i>	<i>216 234,1</i>	<i>217 667,7</i>	<i>207 248,8</i>	<i>216 805,1</i>	<i>198 127,9</i>	<i>-8,6%</i>	<i>-8,4%</i>
<i>dont bons de caisse</i>	<i>285,3</i>	<i>155,1</i>	<i>136,1</i>	<i>40,5</i>	<i>40,5</i>	<i>40,5</i>	<i>39,0</i>	<i>39,0</i>	<i>0,0%</i>	<i>-3,7%</i>
<i>dont certificats de dépôt</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>8 289,7</i>	<i>7 540,5</i>	<i>7 117,9</i>	<i>6 532,4</i>	<i>4 664,9</i>	<i>-28,6%</i>	<i>n.s</i>
Placements hors zone d'émission	125 932,0	135 633,9	137 687,4	139 222,0	141 394,8	140 835,9	142 575,7	146 124,0	2,5%	5,0%
<i>dont livrets A et bleus</i>	<i>15 287,5</i>	<i>15 935,4</i>	<i>17 467,2</i>	<i>20 440,4</i>	<i>20 811,8</i>	<i>21 619,6</i>	<i>21 638,3</i>	<i>22 082,9</i>	<i>2,1%</i>	<i>8,0%</i>
<i>dont actions</i>	<i>3 481,5</i>	<i>3 550,7</i>	<i>2 717,9</i>	<i>3 465,0</i>	<i>3 488,1</i>	<i>3 478,5</i>	<i>3 819,3</i>	<i>4 121,2</i>	<i>7,9%</i>	<i>18,9%</i>
<i>dont obligations</i>	<i>872,6</i>	<i>1 026,7</i>	<i>1 268,7</i>	<i>1 444,3</i>	<i>1 395,7</i>	<i>1 358,8</i>	<i>1 582,9</i>	<i>1 940,1</i>	<i>22,6%</i>	<i>34,3%</i>
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>18 765,9</i>	<i>12 910,4</i>	<i>11 404,7</i>	<i>5 820,0</i>	<i>6 035,2</i>	<i>4 385,2</i>	<i>6 495,6</i>	<i>5 919,5</i>	<i>-8,9%</i>	<i>1,7%</i>
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	<i>4 528,2</i>	<i>5 240,0</i>	<i>4 838,8</i>	<i>4 929,9</i>	<i>6 122,4</i>	<i>6 023,6</i>	<i>4 805,5</i>	<i>5 242,4</i>	<i>9,1%</i>	<i>6,3%</i>
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	<i>82 996,4</i>	<i>96 970,6</i>	<i>99 990,1</i>	<i>103 122,4</i>	<i>103 541,5</i>	<i>103 970,2</i>	<i>104 234,1</i>	<i>106 818,0</i>	<i>2,5%</i>	<i>3,6%</i>

Les crédits à l'économie

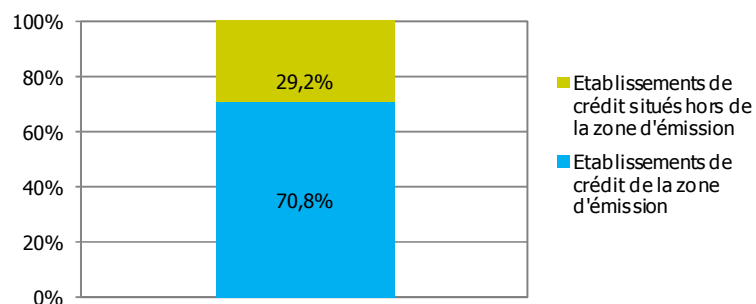
Établissements de crédit locaux

	Montants en millions F CFP								Variations	
	déc-09	déc-10	déc-11	déc-12	mars-13	juin-13	sept-13	déc-13	1 trim	1 an
Entreprises										
Crédits d'exploitation	76 574,9	73 911,9	76 400,0	84 305,8	83 758,3	84 621,1	79 833,3	83 318,5	4,4%	-1,2%
<i>Créances commerciales</i>	4 047,3	4 201,1	5 012,6	3 440,4	4 265,7	4 095,1	3 516,3	3 541,0	0,7%	2,9%
<i>Crédits de trésorerie</i>	44 015,7	42 249,4	41 332,0	44 135,3	43 270,7	41 570,8	43 140,7	43 566,3	1,0%	-1,3%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	1 454,9	1 426,9	1 389,0	1 318,2	1 204,9	1 265,8	1 346,4	1 308,2	-2,8%	-0,8%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	28 511,9	27 461,4	30 055,4	36 730,2	36 221,9	38 955,3	33 176,3	36 211,2	9,1%	-1,4%
Crédits d'investissement	147 026,5	159 510,5	168 178,7	174 773,1	171 783,2	170 937,4	172 336,9	175 382,1	1,8%	0,3%
<i>Crédits à l'équipement</i>	138 079,8	150 476,0	159 100,1	165 457,1	162 569,0	161 697,5	162 966,1	166 275,6	2,0%	0,5%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	8 676,6	9 179,9	9 185,8	8 661,0	8 425,3	8 298,5	8 124,0	8 217,2	1,1%	-5,1%
<i>Crédit-bail</i>	8 946,7	9 034,5	9 078,6	9 316,0	9 214,1	9 239,9	9 370,8	9 106,5	-2,8%	-2,2%
Crédits à l'habitat	43 293,3	40 746,4	40 525,5	41 984,9	42 243,4	42 176,4	43 033,4	43 142,7	0,3%	2,8%
Autres crédits	6 972,9	11 316,2	12 719,0	14 962,6	15 541,5	15 732,9	16 293,0	16 351,9	0,4%	9,3%
Encours sain	273 867,5	285 485,0	297 823,2	316 026,5	313 326,3	313 467,8	311 496,6	318 195,2	2,2%	0,7%
Ménages										
Crédits à la consommation	56 462,8	59 111,4	61 914,0	63 543,7	63 239,9	63 427,9	63 908,4	63 765,8	-0,2%	0,3%
<i>Crédits de trésorerie</i>	41 592,6	43 899,7	47 950,4	49 893,0	49 072,1	49 479,2	49 665,5	50 025,0	0,7%	0,3%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	2 913,3	3 792,7	3 833,8	3 766,9	4 322,0	4 071,4	4 360,4	3 895,7	-10,7%	3,4%
<i>Crédit-bail</i>	11 956,9	11 419,0	10 129,9	9 883,8	9 845,7	9 877,4	9 882,5	9 845,0	-0,4%	-0,4%
Crédits à l'habitat	206 769,7	228 286,5	249 711,1	259 914,6	260 750,8	259 963,8	259 896,9	259 989,7	0,0%	0,0%
Autres crédits	1 731,4	4 494,1	5 357,2	6 385,9	6 127,0	6 135,5	6 302,8	5 816,8	-7,7%	-8,9%
Encours sain	264 964,0	291 891,9	316 982,3	329 844,2	330 117,7	329 527,2	330 108,1	329 572,2	-0,2%	-0,1%
Collectivités locales										
Crédits d'exploitation	3 201,2	5 511,2	5 146,7	1 764,6	2 025,2	1 944,1	2 362,5	1 441,3	-39,0%	-18,3%
<i>Crédits de trésorerie</i>	3 167,2	4 150,1	4 232,3	778,6	839,4	721,8	525,8	429,9	-18,2%	-44,8%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	34,0	1 361,1	914,4	986,0	1 185,9	1 222,3	1 836,8	1 011,5	-44,9%	2,6%
Crédits d'investissement	2 699,7	5 067,8	6 737,0	8 200,8	8 254,9	8 139,3	7 987,3	9 030,1	13,1%	10,1%
<i>Crédits à l'équipement</i>	2 553,0	4 885,7	6 573,6	8 039,5	8 036,9	7 945,9	7 805,4	8 858,4	13,5%	10,2%
Autres crédits								1 000,2	n.s	n.s
Encours sain	6 238,1	10 879,0	11 883,7	9 965,3	10 280,2	10 083,4	10 349,8	11 471,6	10,8%	15,1%
Autres agents										
Encours sain	9 296,7	12 835,1	15 136,5	15 633,4	14 533,8	16 049,9	16 288,3	15 423,9	-5,3%	-1,3%
TOTAL										
Encours sain	554 366,2	601 091,0	641 825,7	671 469,4	668 258,0	669 128,3	668 242,9	674 663,0	1,0%	0,5%
Créances douteuses brutes	14 756,4	15 740,8	17 152,0	18 315,8	19 136,2	20 517,1	20 437,5	20 488,7	0,3%	11,9%
<i>Créances douteuses nettes</i>	4 365,9	4 914,7	5 806,1	6 490,9	7 106,8	8 293,2	8 231,1	8 033,5	-2,4%	23,8%
<i>(dt) Entreprises</i>	2 624,6	2 892,8	3 459,3	3 952,4	4 175,8	5 071,3	4 852,5	4 821,1	-0,6%	22,0%
<i>(dt) Ménages</i>	1 705,9	2 019,2	2 197,5	2 424,7	2 817,3	3 113,7	3 287,2	3 200,6	-2,6%	32,0%
Provisions	10 390,5	10 826,1	11 345,9	11 824,9	12 029,4	12 223,9	12 206,4	12 455,2	2,0%	5,3%
Encours brut total	569 122,6	616 831,7	658 977,7	689 785,2	687 394,2	689 645,4	688 680,4	695 151,6	0,9%	0,8%
Taux de créances douteuses	2,6%	2,6%	2,6%	2,7%	2,8%	3,0%	3,0%	2,9%	0,0 pt	0,3 pt
Taux de provisionnement	70,4%	68,8%	66,1%	64,6%	62,9%	59,6%	59,7%	60,8%	1,1 pt	-3,8 pt

Ensemble des établissements de crédit

	Montants en millions F CFP								Variations	
	déc-09	déc-10	déc-11	déc-12	mars-13	juin-13	sept-13	déc-13	1 trim	1 an
Entreprises										
Crédits d'exploitation	76 574,9	76 605,0	76 468,8	84 621,2	84 093,4	84 950,5	80 184,2	83 637,6	4,3%	-1,2%
<i>Créances commerciales</i>	4 047,3	4 201,1	5 012,6	3 440,4	4 265,7	4 095,1	3 516,3	3 541,0	0,7%	2,9%
<i>Crédits de trésorerie</i>	44 015,7	43 442,7	41 332,0	44 379,0	43 535,1	41 829,3	43 420,4	43 814,0	0,9%	-1,3%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	1 454,9	1 426,9	1 389,0	1 318,2	1 204,9	1 265,8	1 346,4	1 308,2	-2,8%	-0,8%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	28 511,9	28 961,2	30 124,3	36 801,9	36 292,6	39 026,1	33 247,5	36 282,6	9,1%	-1,4%
Crédits d'investissement	206 214,8	213 606,8	227 189,9	243 402,8	239 880,3	238 234,5	241 765,9	235 172,9	-2,7%	-3,4%
<i>Crédits à l'équipement</i>	197 167,0	204 455,5	218 029,6	234 011,3	230 601,1	228 933,3	232 340,2	226 017,2	-2,7%	-3,4%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	8 786,9	9 256,0	9 274,5	8 661,0	8 425,3	8 298,5	8 124,0	8 217,2	1,1%	-5,1%
<i>Crédit-bail</i>	9 047,8	9 151,3	9 160,3	9 391,5	9 279,3	9 301,2	9 425,7	9 155,7	-2,9%	-2,5%
Crédits à l'habitat	91 740,6	101 210,1	109 371,8	113 487,0	114 391,3	115 268,2	117 250,3	117 498,1	0,2%	3,5%
Autres crédits	7 482,7	11 826,0	13 063,1	15 250,6	15 829,5	16 011,1	16 571,2	16 620,1	0,3%	9,0%
Encours sain	382 013,0	403 247,8	426 093,6	456 761,6	454 194,5	454 464,4	455 771,6	452 928,7	-0,6%	-0,8%
Ménages										
Crédits à la consommation	65 714,0	69 219,1	71 926,1	73 806,5	73 463,2	73 760,2	74 420,4	74 536,3	0,2%	1,0%
<i>Crédits de trésorerie</i>	50 843,7	54 007,2	57 962,4	60 155,8	59 295,5	59 811,4	60 177,4	60 795,6	1,0%	1,1%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	2 913,4	3 792,8	3 833,8	3 766,9	4 322,0	4 071,4	4 360,5	3 895,7	-10,7%	3,4%
<i>Crédit-bail</i>	11 956,9	11 419,0	10 129,9	9 883,8	9 845,7	9 877,4	9 882,5	9 845,0	-0,4%	-0,4%
Crédits à l'habitat	260 762,5	289 190,8	313 576,2	323 730,4	325 125,3	325 742,8	327 098,0	329 342,3	0,7%	1,7%
Autres crédits	1 731,4	4 494,1	5 441,4	6 385,9	6 127,0	6 135,5	6 302,8	5 822,8	-7,6%	-8,8%
Encours sain	328 208,0	362 903,9	390 943,7	403 922,7	404 715,5	405 638,5	407 821,2	409 701,4	0,5%	1,4%
Collectivités locales										
Crédits d'exploitation	3 201,2	5 511,2	5 146,7	1 764,6	2 025,2	1 944,1	2 362,5	1 441,3	-39,0%	-18,3%
<i>Crédits de trésorerie</i>	3 167,2	4 150,1	4 232,3	778,6	839,4	721,8	525,8	429,9	-18,2%	-44,8%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	34,0	1 361,1	914,4	986,0	1 185,9	1 222,3	1 836,8	1 011,5	-44,9%	2,6%
Crédits d'investissement	32 117,3	42 271,9	51 643,6	58 135,4	62 267,8	65 660,6	65 402,7	71 469,7	9,3%	22,9%
<i>Crédits à l'équipement</i>	31 970,5	42 089,8	51 480,3	57 974,1	62 049,8	65 467,2	65 220,8	71 298,0	9,3%	23,0%
Autres crédits	345,8	337,2	179,5	160,3	160,3	155,8	155,1	1 151,6	642,4%	618,6%
Encours sain	36 059,6	48 478,4	56 974,8	60 060,2	64 453,3	67 760,5	67 920,3	74 062,6	9,0%	23,3%
Autres agents										
Encours sain	9 731,6	13 941,3	15 438,2	16 068,6	15 303,7	16 483,2	17 053,6	15 715,1	-7,8%	-2,2%
TOTAL										
Encours sain	756 012,2	828 571,4	889 450,2	936 813,2	938 666,9	944 346,6	948 566,7	952 407,8	0,4%	1,7%
<i>dont ECHZE</i>	201 645,9	227 480,4	247 624,5	265 343,8	270 409,0	275 218,3	280 323,8	277 744,9	-0,9%	4,7%
Créances douteuses brutes	15 435,4	16 544,6	18 138,4	19 022,2	19 953,8	21 349,7	21 173,7	29 610,7	39,8%	55,7%
<i>Créances douteuses nettes</i>	5 044,9	5 718,5	6 792,6	7 197,3	7 924,4	9 125,8	8 967,3	16 612,2	85,3%	130,8%
<i>(dt) Entreprises</i>	2 895,3	3 157,7	3 761,2	3 952,4	4 175,8	5 071,3	4 852,5	12 647,1	160,6%	220,0%
<i>(dt) Ménages</i>	2 114,2	2 558,1	2 882,0	3 131,1	3 634,9	3 946,2	4 023,4	3 953,2	-1,7%	26,3%
Provisions	10 390,5	10 826,1	11 345,9	11 824,9	12 029,4	12 223,9	12 206,4	12 998,5	6,5%	9,9%
Encours brut total	771 447,6	845 116,0	907 588,6	955 835,4	958 620,7	965 696,2	969 740,4	982 018,6	1,3%	2,7%
<i>Taux de créances douteuses</i>	2,0%	2,0%	2,0%	2,0%	2,1%	2,2%	2,2%	3,0%	0,8 pt	1,0 pt
<i>Taux de provisionnement</i>	67,3%	65,4%	62,6%	62,2%	60,3%	57,3%	57,6%	43,9%	-13,8 pt	-18,3 pt

Répartition des concours bancaires sains



Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr